Sport en entreprise : des avancées mais il reste à progresser

Publié le 23 novembre 2017

A l'occasion des sixièmes Assises Sport et Entreprise qui se sont déroulées hier au CNOSF, le Ministère des Sports, le CNOSF, le Medef et l'UNION sport & cycle ont dévoilé les résultats de leur enquête nationale sur les difficultés rencontrées pour la pratique d'une activité physique et sportive en entreprise.

Depuis plusieurs années ces acteurs plaident en faveur du développement de la pratique du sport en entreprise. Et bien que conscients des enjeux et des retombées économiques (cf. résultats de l'étude Goodwill menée pour le compte du Medef et du CNSOF sur l'impact économique de l'APS sur l'entreprise, le salarié et la société civile), les chefs d'entreprise semblent rencontrer des difficultés pour passer à l'action et mettre en place au sein de leur structure des actions en faveur de la promotion de la pratique d'une activité physique et sportive.

C'est pour mieux comprendre et identifier ces freins que le Ministère des Sports, le CNOSF, le Medef et l'UNION sport & cycle ont lancé cette enquête nationale dont les principaux résultats font ressortir les éléments suivants :
- 87 % des chefs d'entreprises sont convaincus des effets positifs d'une activité physique et sportive de leurs collaborateurs sur la compétitivité de leur entreprise ;
- mais une grande majorité d'entre eux semble avoir du mal à passer à l'acte, en particulier pour les PME et TPE qui représentent 96% des entreprises françaises : 82 % des entreprises n'ont pas encore mis en place d'initiatives en faveur de la pratiques d'activités physiques et sportives ;
- les principaux freins sont tout d'abord logistiques ;
- le manque d'accompagnement ou la méconnaissance des dispositifs pouvant aider les entreprises dans cette démarche semblent également être un frein important.

Les chiffres de cette enquête viennent conforter les actions engagées depuis plusieurs années par le Ministère des Sports, le CNOSF, le Medef et l'UNION sport & cycle, mais ils viennent également rappeler la nécessité de renforcer encore la communication et surtout d'accompagner les chefs d'entreprise pour les aider à passer à l'action.

Le Ministère des sports, le CNOSF, le Medef et l'UNION sport & cycle vont s'attacher à mettre en œuvre un vaste plan d'action destiné à mobiliser un plus grand nombre d'entreprises, en profitant au maximum de la dynamique créée par les Jeux Olympiques et Paralympiques de 2024.